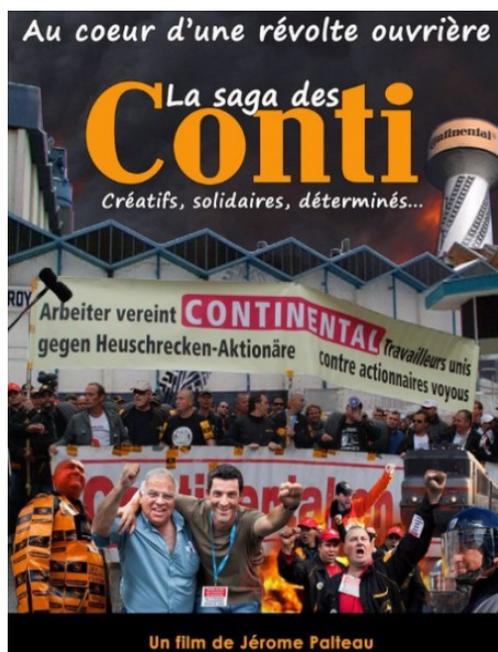




Liquidation de PETROPLUS, une seule solution, la réquisition !

Le tribunal de commerce vient de décider la liquidation de la raffinerie Pétroplus, considérant qu'il n'y avait pas de repreneurs fiables. Ainsi après des mois de vases hésitations où les personnels ont été baladés de promesses en renoncements, de déclarations d'élus en repreneurs douteux, cette décision apparaît comme irréversible pour les 470 salariéEs restantEs et les centaines de personnes concernées, sous traitants, familles, proches... Il faut se rappeler que c'est Shell qui s'est débarrassé de sa raffinerie en la vendant à Pétroplus, spécialiste de la liquidation industrielle. Aujourd'hui le gouvernement, qui a tout promis et son contraire aux salariéEs, est au pied du mur. Il doit réquisitionner maintenant pour maintenir les emplois sur le site, avec une production sous contrôle de l'état et des salariéEs, dans la perspective d'un service public de l'énergie.

Christine Poupin, Porte parole du NPA.



Projection du film « LA SAGA DES CONTI » suivi d'un débat avec **Xavier Mathieu** et **Philippe Poutou**. Cinéma Grand Mercure d'Elbeuf, JEUDI 25 AVRIL À 19H30

Le 11 mars 2009, les 1120 salariés de l'usine de pneumatiques « Continental » de Clairoux, dans l'Oise, reçoivent leur lettre de licenciement.

Pour ceux que l'histoire retiendra sous le nom des « Conti », une certitude s'impose : celui qui se bat n'est pas sûr de gagner... mais celui qui ne se bat pas a déjà perdu !

Le film relate le conflit sur plusieurs mois, dans ses grandes étapes. On découvre, de l'intérieur, la mise en œuvre d'une stratégie inédite. On assiste à sa montée en puissance au jour le jour, à une combinaison d'actions judiciaires, de coups de force, de diplomatie et d'opérations de relations publiques.

À l'occasion de la projection du jeudi 25 avril à 19h30, le NPA vous invite au débat qu'il organise en présence de **Philippe Poutou**, porte-parole du NPA et **Xavier Mathieu** ainsi que des militantEs impliquéEs dans les luttes pour l'emploi et contre les « accords compétitivité emploi » : Renault, Grande-Paroisse, M'Real, PSA Aulnay.

Non à l'expulsion, oui à l'occupation, solidarité avec la ferme des Bouillons !

Les occupants de la ferme des bouillons ont reçu hier leur avis d'expulsion par huissiers, leur donnant 24h pour quitter les lieux. Le propriétaire actuel du terrain de la ferme des Bouillons, la société Immochan, filiale du groupe Auchan, a réaffirmé son intention de détruire tous ces bâtiments et « d'écarter toute vocation agricole des terres ». C'est donc pour sauver ce lieu de la destruction que la ferme est occupée depuis 4 mois ! Il faut travailler à faire connaître cette lutte et obtenir un soutien le plus large possible à celle-ci.

A l'inverse des projets inutiles, coûteux, anti-écologiques imposés nous pensons que nous sommes capables de (re)créer nos lieux d'habitation, sur la base d'activités écologiques de production et d'échanges relocalisées, de circuits courts de distribution. Nous pouvons les gérer, sur la base d'une démocratie réelle, relocalisée, décentralisée, appropriée par l'ensemble de la population et des travailleurs.

Nous appelons les militants et les sympathisants du NPA à montrer leur solidarité avec cette lutte, à venir prêter main forte sur place pour s'opposer à une expulsion éventuelle et participer aux activités.

Retrouvons-nous là-bas (chemin des Bouillons à Mt-Saint-Aignan), samedi 20 avril à partir de 14H pour découvrir ou re-découvrir la ferme, avec à 18h un apéritif et une AG ainsi qu'un concert à 20h.



Le 1^{er} mai et le 5 mai :

Contre l'austérité et ce gouvernement des riches, contre la droite et l'extrême-droite :

« Moralisation » et transparence obligent, les ministres viennent de rendre public leur patrimoine. Rien de bien surprenant, ce gouvernement au service du Medef et des riches est un gouvernement de... riches. Et ce sont tous ces gens là, les anciens amis de Cahuzac, qui osent nous prêcher l'austérité.

De l'argent, il y en a et ce n'est pas à nous de payer !

Au nom de quoi faudrait-il se résigner au chômage, à la précarité, à l'amputation des salaires, des retraites et des allocations, au démantèlement des acquis sociaux et des services publics ?

La seule moralisation, le contrôle de la population :

François Hollande prétend aujourd'hui moraliser la vie politique. Un nouveau coup de bluff. Vouloir moraliser les politiciens professionnels et les institutions de la V^e République est aussi peu crédible que de prétendre moraliser ce système social fondé sur la course au profit et les spéculations ! Ce système produit, pour le servir, des hommes politiques et des institutions à son image.

★ Comment y aurait-il une démocratie réelle tant que subsistent ces paradis fiscaux et leur corollaire, le secret bancaire ?

★ Comment y aurait-il une réelle démocratie quand plus de la moitié des salariés gagnent un salaire net inférieur à 1700 euros, que le chômage frappe plus de 5 millions de travailleurs, que la précarité se généralise, que près de 10 millions de personnes vivent avec moins de 900 euros par mois alors qu'à l'autre pôle s'accumulent d'immenses fortunes ?

La démocratie, c'est l'égalité des droits, le pouvoir de contrôle pour la population mais aussi une autre répartition des richesses. C'est l'annulation de la dette, l'expropriation de ceux qui tirent les ficelles, les financiers, et la création d'un monopole public bancaire.

Plus que de République, c'est la société qu'il faut changer

Aujourd'hui tous les réactionnaires, la droite et l'extrême-droite, sont à l'offensive. Ils dénoncent le gouvernement en combattant l'égalité des droits et le mariage pour tous en flattant les préjugés homophobes et cherchent à se faire passer pour les amis du peuple. Ils mentent, ils sont nos pires ennemis. Il est urgent que les travailleurs et les jeunes reprennent l'offensive pour les renvoyer à leur place. C'est pourquoi nous manifesterons le 1^{er} et le 5 mai.

Nous ne manifesterons pas pour une VI^e République. Nous ne partageons pas cet objectif qui se situe dans la continuité des institutions, mais nous voulons contribuer au plus large rassemblement possible de toutes celles et tous ceux qui ne veulent ni subir ni capituler devant le gouvernement et les puissances de l'argent qu'il sert. Plus que jamais, il est légitime de revendiquer des mesures d'urgence pour les salariéEs comme l'augmentation de tous les salaires de 300 euros, l'interdiction des licenciements ou la réduction du temps de travail. Il n'y a pas d'autre issue que l'intervention directe des travailleurs, de la population sur le terrain social et politique pour imposer leurs droits sociaux et conquérir la démocratie.

POUR PRENDRE CONTACT:
Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA - 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN

Ou par mail à : correspondance@npa76.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél : Mail :